

KHERSON, NOVEMBRE 2022 : CE QUE LA VILLE A RÉVÉLÉ

Les forces russes ont quitté Kherson le 11 novembre 2022, après huit mois d'occupation et deux jours après que Moscou eut ordonné le retrait. En moins d'une semaine, le ministre ukrainien de l'Intérieur a fait état de 63 corps portant des traces de torture dans la partie libérée de la région ; le 24 novembre, le Procureur général avait confirmé neuf chambres de torture. La Commission d'enquête de l'ONU a ensuite constaté la même tendance de torture dans les régions de Kherson et de Zaporijia et, en 2024, a qualifié la torture russe de crime contre l'humanité.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2026

PROJET — non publié. Projet pour la rédaction. Chiffres vérifiés auprès du ministère de l'Intérieur (D. Monastyrskyi, 16 nov. 2022, via Babel et Novaya Gazeta Europe), du Procureur général (A. Kostine, 24 nov. 2022, via Ukraïnska Pravda/Interfax-Ukraine), de la Commission d'enquête de l'ONU (A/78/540, communiqué de presse du 20 oct. 2023 ; A/79/549, communiqué de presse du 30 oct. 2024), de Human Rights Watch (13 avr. 2023) et de la Mobile Justice Team (via Reuters, 2 mars 2023 ; via CNN/ICTJ, 2 août 2023). Les conclusions de la Commission sont thématiques (Niveau A) ; les décomptes de sites et de corps sont ukrainiens (Niveau B) ou indépendants (Niveau C), et le projet les maintient séparés. Les décomptes des lieux de torture diffèrent selon la source et la date (4 sites sur 11 → 9 → 20+ → 35+ lieux de détention) : chaque chiffre est présenté avec sa date, aucun n'est fusionné. Sanctions : FSB — communiqué de presse du Trésor américain sm0410 (11 juin 2018) ; Poutine — UE/Royaume-Uni/ États-Unis, 25 févr. 2022 (Axios, Bloomberg). Emplacements photo : bâtiments uniquement (Commons / Police nationale / Bureau du Procureur général, sous licence) — aucune image de morts ni de blessés.

63

corps portant des traces de torture découverts dans la partie libérée de la région de Kherson dans les premiers jours suivant la libération ; « les recherches ne font que commencer » B

Ministre de l'Intérieur D. Monastyrskyi, 16 nov. 2022

9

chambres de torture confirmées sur le territoire libéré de la région de Kherson ; 432 civils tués B

Procureur général A. Kostine, 24 nov. 2022

20+

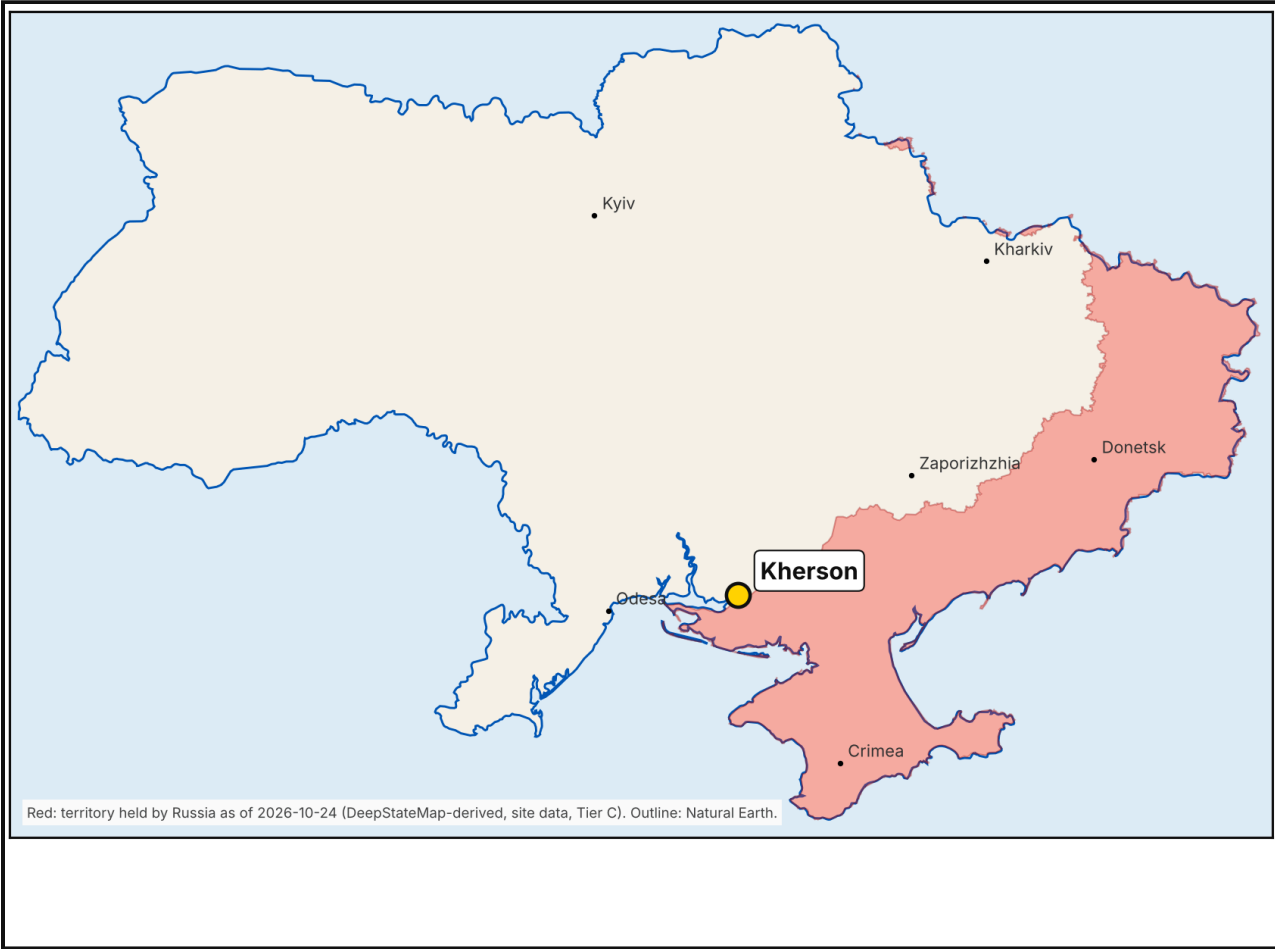
lieux de détention dans la ville de Kherson et ses environs ; 34 personnes interrogées, 3 décès consécutifs à la torture documentés C

Human Rights Watch, 13 avr. 2023

143

États ont voté que l'« annexion » de la région de Kherson est invalide — 5 contre, 35 abstentions A

Résolution ES-11/4 de l'Assemblée générale des Nations Unies, 12 oct. 2022



L'ESSENTIEL

Une ville qui a dit la vérité quand l'armée est partie. Le « statut » proclamé par Moscou le 30 septembre 2022 a duré six semaines. Après le retrait des troupes, les enquêteurs sont entrés dans des commissariats, un centre de détention provisoire et des sous-sols que les habitants évitaient depuis des mois.

La torture comme méthode, non comme excès. Coups de matraque, décharges électriques y compris sur les parties génitales, simulacres d'exécution, cagoules, refus de soins médicaux : d'anciens détenus décrivent les mêmes méthodes dans différents lieux (HRW, 2023). La Commission de l'ONU a constaté la même tendance dans les régions de Kherson et de Zaporijia (2023) et a qualifié la torture russe de crime contre l'humanité commis en application d'une politique d'État coordonnée (2024).

Dirigés par l'État. Des enquêteurs appuyant le parquet ukrainien ont indiqué que les principaux lieux de torture de Kherson avaient été planifiés et financés par l'État russe et dirigés par le FSB et le service pénitentiaire russe (Mobile Justice Team, 2023). Les tribunaux ukrainiens ont commencé à prononcer des condamnations, par contumace.

QUALIFICATION JURIDIQUE EN TROIS NIVEAUX

TORTURE EN DÉTENTION SOUS CONTRÔLE RUSSE, RÉGIONS DE KHERSON ET DE ZAPORIJJIA — ÉTABLI (COMMISSION D'ENQUÊTE DE L'ONU, A/78/540, 2023) ; LA TORTURE EN TANT QUE CRIME CONTRE L'HUMANITÉ — ÉTABLI AU NIVEAU DES CONCLUSIONS DE LA COMMISSION (A/79/549, 2024)

LIEUX DE DÉTENTION, TORTURE ET MEURTRES DÉCOUVERTS APRÈS LA LIBÉRATION (BOUTCHA, IZIOUM, KHERSON) — TENDANCE

CHAMBRES DE TORTURE PLANIFIÉES ET FINANCÉES PAR L'ÉTAT RUSSE — POSITION (UKRAINE ; MOBILE JUSTICE TEAM, NIVEAU C)

Établi. La Commission d'enquête de l'ONU a conclu que les autorités russes avaient eu recours à la torture de manière généralisée et systématique dans les lieux de détention, et que de nouveaux éléments de preuve provenant des régions de Kherson et de Zaporijia montrent la même tendance (A/78/540, 20 oct. 2023) ; en 2024, elle a conclu que la torture pratiquée par les autorités russes constitue un crime contre l'humanité, commis en application d'une politique d'État coordonnée (A/79/549, 29 oct. 2024). **Tendance.** Occupation, lieux de détention, torture et meurtres, découverte après la libération — la séquence de Boutcha et d'Izioum s'est répétée à Kherson. **Position.** L'Ukraine qualifie ces actes de crimes de guerre (art. 438 du Code pénal ukrainien) et soutient que les chambres de torture faisaient partie d'un système d'État ; des enquêteurs indépendants ont fait état d'une trace documentaire du financement par l'État russe (Niveau C).

CE QUE NOUS DEMANDONS

Exiger que la Commission d'enquête de l'ONU et la HRMMU aient accès à tous les lieux où la Russie détient des civils ukrainiens, ainsi que la libération des civils détenus dans la région occupée de Kherson. Citer nommément la conclusion de 2024 de la Commission : la torture pratiquée par les autorités russes est un crime contre l'humanité. Sanctionner les responsables du FSB et du service pénitentiaire identifiés comme dirigeant les sites de Kherson.

Sources : A — Résolution ES-11/4 de l'Assemblée générale des Nations Unies, 12 oct. 2022 ; Commission d'enquête de l'ONU sur l'Ukraine, A/78/540 (communiqué de presse du 20 oct. 2023) et A/79/549 (communiqué de presse du 30 oct. 2024). B — ministère de l'Intérieur (D. Monastyrskyi), 16 nov. 2022, via Babel et Novaya Gazeta Europe ; Bureau du Procureur général (A. Kostine), 24 nov. 2022, via Ukraïnska Pravda / Interfax-Ukraine ; Bureau du Procureur général, 1er févr. 2024, via UNN. C — Human Rights Watch, « Ukraine: Russian Torture Center in Kherson », 13 avr. 2023 ; Mobile Justice Team via Reuters (Malay Mail), 2 mars 2023, et via CNN/ICTJ, 2-4 août 2023 ; NPR, 18 nov. 2022 ; Al Jazeera, 9 nov. 2022 (Choïgou/Sourouvikine) ; Meduza/Interfax, 11 nov. 2022 (Peskov).

HUIT MOIS, PUIS LES SOUS-SOLS

L'occupation de Kherson a duré du 2 mars au 11 novembre 2022. Ce qui s'est passé dans les lieux de détention n'a été connu qu'au départ de l'armée qui les dirigeait.

2 mars 2022	Les forces russes prennent Kherson ; l'occupation de la ville commence. C — Human Rights Watch, 13 avr. 2023
Mars - nov. 2022	Des habitants sont détenus pour un soutien réel ou présumé à l'Ukraine, un passé dans les forces de sécurité ou pour avoir pris la parole ; les détenus décrivent des coups, des décharges électriques et des menaces au centre de détention provisoire de la rue Teploenerhetykiv (« le trou ») et dans d'autres lieux. C — Human Rights Watch, 13 avr. 2023
30 sept. 2022	Moscou proclame l'« adhésion » de la région de Kherson, ainsi que des régions de Donetsk, de Louhansk et de Zaporijia. C — Cérémonie au Kremlin ; sources ouvertes
12 oct. 2022	L'Assemblée générale des Nations Unies déclare les « référendums » et la tentative d'annexion invalides et illégaux : 143 voix pour, 5 contre, 35 abstentions. A — A/RES/ES-11/4
9 nov. 2022	Le ministre de la Défense S. Choïgou ordonne le retrait de la rive droite sur proposition du général S. Sourovikine, qui déclare que la ville ne peut plus être approvisionnée. C — MoD russe, réunion télévisée, via Al Jazeera, 9 nov. 2022
11 nov. 2022	Les forces ukrainiennes entrent dans Kherson. Le Kremlin déclare que le statut de la région « est juridiquement défini » et qu'« il n'y a et ne peut y avoir aucun changement ». C — Peskov, via Interfax/Meduzha, 11 nov. 2022
16 nov. 2022	63 corps portant des traces de torture découverts dans la partie libérée de la région ; 11 lieux de détention identifiés, dont 4 présentant des traces de torture ; 436 procédures pour crimes de guerre ouvertes. B — Ministre de l'Intérieur D. Monastyrskyi, 16 nov. 2022
24 nov. 2022	Neuf chambres de torture confirmées sur le territoire libéré ; 432 civils tués ; 12 groupes d'enquête conjoints à l'œuvre. B — Procureur général A. Kostine, 24 nov. 2022
2 mars 2023	Enquêteurs appuyant le Procureur général : au moins 20 chambres de torture à Kherson ont été planifiées et financées par l'État russe et dirigées par le FSB et le service pénitentiaire ; environ 1 000 survivants ont témoigné ; plus de 400 personnes disparues. C — Mobile Justice Team, via Reuters, 2 mars 2023
13 avr. 2023	Human Rights Watch : 34 personnes interrogées ; plus de 20 lieux de détention dans la ville de Kherson et ses environs ; trois cas dans lesquels la torture a entraîné la mort. C — Human Rights Watch, 13 avr. 2023
2 août 2023	Mobile Justice Team : plus de 35 lieux de détention identifiés ; sur 320 cas de détention examinés, près de la moitié impliquaient la torture. C — Mobile Justice Team, via CNN/ICTJ, 2–4 août 2023
20 oct. 2023	Commission d'enquête de l'ONU : torture pratiquée de manière généralisée et systématique en détention ; les éléments de preuve provenant des régions de Kherson et de Zaporijia montrent la même tendance. A — A/78/540
1er févr. 2024	Un militaire russe qui était commandant de garnison à Lazourne, région de Kherson, condamné par contumace à 12 ans pour la détention et la torture d'habitants (art. 438 du Code pénal ukrainien). B — Bureau du Procureur général, via UNN, 1er févr. 2024
29 oct. 2024	Commission d'enquête de l'ONU à l'Assemblée générale : la torture pratiquée par les autorités russes est un crime contre l'humanité, commis en application d'une politique d'État coordonnée. A — A/79/549 ; communiqué de presse du 30 oct. 2024

CE QUE MONTRENT LES FAITS

Human Rights Watch a interrogé 34 personnes ; 12 anciens détenus et 10 proches ont décrit des actes de torture. Presque tous les cas récents se sont produits au centre de détention provisoire situé au 3, rue Teploenerhetykiv ; d'autres au 10, rue Perekopska, dans l'ancienne direction de la police de la rue Liouteranska, à l'administration municipale, à l'aéroport et dans une école de village à Biliivka (HRW, 13 avr. 2023).

Méthodes décrites : coups de bâton et de matraque en caoutchouc, décharges électriques y compris sur les parties génitales et les oreilles, menaces de mort et de viol, positions de stress, cagoules, refus de soins médicaux ; les détenus étaient contraints de chanter l'hymne russe. Les familles n'étaient généralement pas informées du lieu de détention de leurs proches (HRW, 2023).

Le bâtiment de l'administration régionale à Kherson, 19 nov. 2022 — huit jours après le départ des forces russes de la ville ; au premier plan, le piédestal du monument à Lénine. Photo: Ministère de la Culture et de la Politique d'information de l'Ukraine · CC BY 4.0 · via Wikimedia Commons

CE QUI A ÉTÉ DÉCOUVERT APRÈS LA LIBÉRATION

16 nov. 2022 : 63 corps portant des traces de torture ; 11 lieux de détention, dont 4 présentant des traces de torture (ministre de l'Intérieur). 24 nov. 2022 : neuf chambres de torture confirmées, 432 civils tués (Procureur général). Les décomptes ont augmenté à mesure que les enquêteurs accédaient à davantage de sites.

En 2023, des enquêteurs indépendants avaient identifié plus de 35 lieux de détention dans la région et quelque 1 000 survivants ayant témoigné ; plus de 400 personnes de Kherson étaient signalées disparues (Mobile Justice Team).

Sources : A — Résolution ES-11/4 de l'Assemblée générale des Nations Unies, 12 oct. 2022 ; Commission d'enquête de l'ONU sur l'Ukraine, A/78/540 (communiqué de presse du 20 oct. 2023) et A/79/549 (communiqué de presse du 30 oct. 2024). B — ministère de l'Intérieur (D. Monastyrskyi), 16 nov. 2022, via Babel et Novaya Gazeta Europe ; Bureau du Procureur général (A. Kostine), 24 nov. 2022, via Ukraïnska Pravda / Interfax-Ukraine ; Bureau du Procureur général, 1er févr. 2024, via UNN. C — Human Rights Watch, « Ukraine: Russian Torture Center in Kherson », 13 avr. 2023 ; Mobile Justice Team via Reuters (Malay Mail), 2 mars 2023, et via CNN/ICTJ, 2–4 août 2023 ; NPR, 18 nov. 2022 ; Al Jazeera, 9 nov. 2022 (Choïgou/Sourovikine) ; Meduzha/Interfax, 11 nov. 2022 (Peskov).

UNE CONCLUSION DE L'ONU, DES DÉCOMPTES UKRAINIENS, DES TÉMOIGNAGES INDÉPENDANTS

La Commission d'enquête de l'ONU a formulé des conclusions thématiques sur la torture qui couvrent la région de Kherson. Les décomptes de sites sont ukrainiens ; les témoignages ont été recueillis par Human Rights Watch et par des enquêteurs appuyant le parquet ukrainien.

UKRAINE EVIDENCE HUB

REGISTRE VÉRIFIÉ

OCT. 2026

ÉTABLI PAR DES ORGANES DOTÉS D'UN MANDAT

Commission d'enquête de l'ONU, A/78/540 (communiqué de presse du 20 oct. 2023) : torture pratiquée « de manière généralisée et systématique dans divers types de lieux de détention » ; les éléments de preuve « recueillis dans les régions de Kherson et de Zaporijia montrent la même tendance de torture » ; à Biliaïvka, région de Kherson, une victime s'est vu refuser une aide médicale et est morte en moins d'une heure. A

Commission d'enquête de l'ONU, A/79/549 (29 oct. 2024) : « les autorités russes ont commis la torture en tant que crime contre l'humanité », en application d'« une politique d'État coordonnée ». Assemblée générale des Nations Unies, ES-11/4 (12 oct. 2022) : la tentative d'annexion de la région de Kherson est invalide. A

ENQUÊTE UKRAINIENNE

Ministère de l'Intérieur (D. Monastyrskyi), 16 nov. 2022 : 63 corps portant des traces de torture ; 11 lieux de détention, dont 4 présentant des traces de torture ; 436 procédures. B

Bureau du Procureur général (A. Kostine), 24 nov. 2022 : 9 chambres de torture confirmées ; 432 civils tués ; 12 groupes d'enquête conjoints. B

Bureau du Procureur général, 1er févr. 2024 : le commandant de garnison de Lazourne condamné par contumace à 12 ans pour la détention et la torture d'habitants. B

ENQUÊTES INDÉPENDANTES

Human Rights Watch, « Ukraine: Russian Torture Center in Kherson », 13 avr. 2023. C

Mobile Justice Team (Atrocity Crimes Advisory Group / Global Rights Compliance), conclusions du 2 mars 2023 (via Reuters) et du 2 août 2023 (via CNN, ICTJ). Reuters a indiqué ne pas pouvoir vérifier de manière indépendante les conclusions de mars. C

LES CHIFFRES — TOUTES LES SOURCES, TELS QUE PUBLIÉS

Chiffre	Ce qui est compté	Source · date · niveau
63	corps présentant des signes de torture	Ministre de l'Intérieur, 16 nov. 2022 · B
9	chambres de torture confirmées	Procureur général, 24 nov. 2022 · B
20+	lieux de détention dans la ville et ses environs	HRW, 13 avr. 2023 · C
35+	lieux de détention dans la région	Mobile Justice Team, août 2023 · C



Les décomptes de sites diffèrent selon la source et la date, car les enquêteurs ont accédé à davantage de lieux au fil du temps ; le Hub présente chaque chiffre avec sa source et ne les additionne pas.

Sources : A — Résolution ES-11/4 de l'Assemblée générale des Nations Unies, 12 oct. 2022 ; Commission d'enquête de l'ONU sur l'Ukraine, A/78/540 (communiqué de presse du 20 oct. 2023) et A/79/549 (communiqué de presse du 30 oct. 2024). B — ministère de l'Intérieur (D. Monastyrskyi), 16 nov. 2022, via Babel et Novaya Gazeta Europe ; Bureau du Procureur général (A. Kostine), 24 nov. 2022, via Ukraïnska Pravda / Interfax-Ukraine ; Bureau du Procureur général, 1er févr. 2024, via UNN. C — Human Rights Watch, « Ukraine: Russian Torture Center in Kherson », 13 avr. 2023 ; Mobile Justice Team via Reuters (Malay Mail), 2 mars 2023, et via CNN/ICTJ, 2–4 août 2023 ; NPR, 18 nov. 2022 ; Al Jazeera, 9 nov. 2022 (Choïgou/Sourovikine) ; Meduza/Interfax, 11 nov. 2022 (Peskov).



QUI DIRIGEAIT LES SITES

Des enquêteurs indépendants ont indiqué que les principaux lieux de torture de Kherson étaient dirigés par les services de sécurité d'État et les services pénitentiaires russes. Des auteurs individuels sont jugés en Ukraine, par contumace.

UKRAINE EVIDENCE HUB

REGISTRE VÉRIFIÉ

OCT. 2026

Destinataires	Rôle dans l'affaire	Procédures	Sanctions · tribunaux
Service fédéral de sécurité (FSB) y compris l'unité du FSB créée pour Kherson occupée	A dirigé les principaux lieux de torture (Mobile Justice Team, 2023)	Non inculpé en tant qu'institution	États-Unis : désigné (OFAC, 28 déc. 2016 ; de nouveau au titre de la CAATSA, 15 mars 2018 — Trésor américain, 11 juin 2018)
Service fédéral de l'exécution des peines (FSIN)	A dirigé des lieux de détention ; la Commission a constaté que des forces de sécurité russes avaient été déployées dans des lieux de détention des zones occupées (A/79/549)	Non inculpé en tant qu'institution	—
Commandant de garnison, Lazourne Militaire russe	Détention et torture d'habitants ayant une position pro-ukrainienne	Condamné par contumace à 12 ans, 1er févr. 2024 (art. 438 du Code pénal ukrainien)	—
Vladimir Poutine Commandant suprême	Responsabilité du supérieur hiérarchique (position)	Mandat d'arrêt de la CPI, 17 mars 2023 (déportation d'enfants) ; aucune inculpation pour la torture à Kherson	Gel des avoirs par l'UE, le Royaume-Uni et les États-Unis, 25 févr. 2022 (Axios ; Bloomberg, 25 févr. 2022)

CHAÎNE DE RESPONSABILITÉ

Les lieux de détention ont fonctionné pendant huit mois dans une ville sous contrôle militaire et administratif russe ; aucune autre partie n'aurait pu les diriger.

La Commission de l'ONU a constaté une politique d'État coordonnée de torture des civils ukrainiens et des prisonniers de guerre (2024).

Des enquêteurs ont fait état de documents montrant que les principaux sites de Kherson étaient financés par l'État russe (Niveau C, non vérifié de manière indépendante).

LES ACTES PROPRES DE L'ÉTAT RUSSE

30 sept. 2022 : Moscou proclame l'« adhésion » de la région de Kherson.

9 nov. 2022 : Choïgou ordonne le retrait ; 11 nov. 2022 : le Kremlin déclare que le statut de la région ne peut pas changer.

Le mandat de la CPI est cité pour la chaîne de commandement, et non pour les sites de Kherson.

Sources : A — Résolution ES-11/4 de l'Assemblée générale des Nations Unies, 12 oct. 2022 ; Commission d'enquête de l'ONU sur l'Ukraine, A/78/540 (communiqué de presse du 20 oct. 2023) et A/79/549 (communiqué de presse du 30 oct. 2024). B — ministère de l'Intérieur (D. Monastyrskyi), 16 nov. 2022, via Babel et Novaya Gazeta Europe ; Bureau du Procureur général (A. Kostine), 24 nov. 2022, via Ukraïnska Pravda / Interfax-Ukraine ; Bureau du Procureur général, 1er févr. 2024, via UNN. C — Human Rights Watch, « Ukraine: Russian Torture Center in Kherson », 13 avr. 2023 ; Mobile Justice Team via Reuters (Malay Mail), 2 mars 2023, et via CNN/ICTJ, 2–4 août 2023 ; NPR, 18 nov. 2022 ; Al Jazeera, 9 nov. 2022 (Choïgou/Sourovikine) ; Meduza/Interfax, 11 nov. 2022 (Peskov).

KHERSON

PROJET V0.1 · 26 OCT. 2026 · NON

PUBLIÉ · VERSION EN LIGNE ET

JOURNAL DES CORRECTIONS SUR LE

UKRAINE EVIDENCE HUB



page en ligne · journal
des corrections

UN « STATUT » PARTI AVEC L'ARMÉE

Le jour où les forces ukrainiennes sont entrées dans Kherson, le Kremlin a déclaré que la région restait russe et que rien ne pouvait changer. Le Hub confronte cette déclaration aux faits établis — et consigne que la Russie n'a pas répondu aux conclusions sur la torture.

UKRAINE EVIDENCE HUB

REGISTRE VÉRIFIÉ

OCT. 2026

DMITRI PESKOV, PORTE-PAROLE DU KREMLIN · 11 NOV. 2022

« C'est un sujet de la Fédération de Russie ; ce statut est juridiquement défini et fixé. Il n'y a et ne peut y avoir aucun changement à cet égard. »

Interfax, via Meduza, 11 nov. 2022

KREMLIN ET MOD Russe · AUCUNE RÉPONSE · JANV. ET MARS 2023

« (Aucune réponse aux questions sur la torture et la détention illégale à Kherson.) »

Reuters, 2 mars 2023

FAUX AU REGARD DU DROIT INTERNATIONAL

L'Assemblée générale des Nations Unies avait déclaré la tentative d'annexion invalide un mois plus tôt (ES-11/4, 12 oct. 2022 : 143–5–35). Les forces ukrainiennes sont entrées dans la ville le même jour ; en deux semaines, neuf chambres de torture ont été confirmées.

Ce que l'affirmation concède : Le « statut » ne reposait que sur l'armée — et il est parti avec elle.

LE SILENCE N'EST PAS UNE RÉPONSE

Un organe mandaté par l'ONU a conclu que la torture dans la région de Kherson s'inscrivait dans une tendance généralisée et systématique (2023) et constituait un crime contre l'humanité (2024).

Ce que l'affirmation concède : Rien — et ne dément rien de précis.

POUR ÊTRE JUSTE

La Russie s'est retirée de la ville, non de toute la région ; elle occupe toujours la rive gauche de la région de Kherson.

Le Kremlin et le MoD russe n'ont pas répondu aux questions de Reuters sur la torture à Kherson (janv. et mars 2023) ; Moscou nie en termes généraux avoir commis des crimes de guerre.

Sources : A — Résolution ES-11/4 de l'Assemblée générale des Nations Unies, 12 oct. 2022 ; Commission d'enquête de l'ONU sur l'Ukraine, A/78/540 (communiqué de presse du 20 oct. 2023) et A/79/549 (communiqué de presse du 30 oct. 2024). B — ministère de l'Intérieur (D. Monastyrskyi), 16 nov. 2022, via Babel et Novaya Gazeta Europe ; Bureau du Procureur général (A. Kostine), 24 nov. 2022, via Ukraïnska Pravda / Interfax-Ukraine ; Bureau du Procureur général, 1er févr. 2024, via UNN. C — Human Rights Watch, « Ukraine: Russian Torture Center in Kherson », 13 avr. 2023 ; Mobile Justice Team via Reuters (Malay Mail), 2 mars 2023, et via CNN/ICTJ, 2–4 août 2023 ; NPR, 18 nov. 2022 ; Al Jazeera, 9 nov. 2022 (Choïgou/Sourovikine) ; Meduza/Interfax, 11 nov. 2022 (Peskov).

KHERSON

PROJET V0.1 · 26 OCT. 2026 · NON

PUBLIÉ · VERSION EN LIGNE ET

JOURNAL DES CORRECTIONS SUR LE

UKRAINE EVIDENCE HUB



page en ligne · journal
des corrections

LA TORTURE N'EST JAMAIS LICITE

L'interdiction de la torture est absolue : aucune guerre, aucune occupation ni aucune raison de sécurité ne l'autorise.

La Russie est partie aux Conventions de Genève et à la Convention des Nations Unies contre la torture. Ce dont Kherson a besoin, c'est d'un accès des observateurs de l'ONU aux personnes encore détenues et de la mise en cause de la responsabilité de ceux qui dirigeaient les sites.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2026

ÉTABLI — PAR DES ORGANES MANDATÉS

Au Niveau A : la torture en détention sous contrôle russe est généralisée et systématique, avec la même tendance dans les régions de Kherson et de Zaporijia (A/78/540) ; la torture pratiquée par les autorités russes est un crime contre l'humanité commis en application d'une politique d'État coordonnée (A/79/549).

Au Niveau A : la tentative d'annexion de la région de Kherson est invalide (ES-11/4).

TENDANCE — CE QUE MONTRENT LES FAITS

Boutcha, Izium, Kherson : occupation, lieux de détention, torture et meurtres, découverte après la libération.

Détenus ciblés pour un soutien réel ou présumé à l'Ukraine (HRW ; Commission d'enquête).

POSITION — QUALIFICATION RETENUE PAR L'UKRAINE

L'Ukraine qualifie ces actes de crimes de guerre (art. 438 du Code pénal ukrainien) et poursuit les commandants au titre de l'art. 28 du Code pénal ukrainien.

La déduction du Hub : les méthodes documentées répondent à la définition de la torture au sens de l'art. 32 de la IVe Convention de Genève et des art. 7(1)(f) et 8(2)(a)(ii) du Statut de Rome.

LES RÈGLES APPLICABLES

Ive Convention de Genève, art. 27, 31, 32 et 147 : traitement humain des personnes protégées ; la torture est une infraction grave.

Convention des Nations Unies contre la torture (la Russie y est partie) : interdiction absolue.

Statut de Rome, art. 7(1)(f) (la torture en tant que crime contre l'humanité) et art. 8(2)(a)(ii) (la torture en tant que crime de guerre).

CE QUE NOUS NE SAVONS PAS

Combien de personnes de la région de Kherson restent détenues par la Russie ; la Russie ne donne aucun accès à la Commission ni à la HRMMU.

Un décompte consolidé et actualisé des lieux de torture dans la région, établi par le Procureur général.

Le sort des plus de 400 personnes signalées disparues (2023).

CE QUE NOUS DEMANDONS

Ouvrir les portes. Exiger que la Russie accorde à la Commission d'enquête de l'ONU, à la HRMMU et au CICR l'accès à tous les lieux où des civils ukrainiens sont détenus.

Les ramener chez eux. Appeler à la libération des civils détenus dans la région occupée de Kherson et transférés en Crimée et en Russie.

Citer la conclusion. Dans chaque déclaration sur Kherson, citer nommément la Commission : la torture pratiquée par les autorités russes est un crime contre l'humanité (A/79/549).

Nommer les services. Désigner, au titre des régimes nationaux et de l'UE, les responsables du FSB et du service pénitentiaire identifiés comme dirigeant les sites de Kherson.

Sources : A — Résolution ES-11/4 de l'Assemblée générale des Nations Unies, 12 oct. 2022 ; Commission d'enquête de l'ONU sur l'Ukraine, A/78/540 (communiqué de presse du 20 oct. 2023) et A/79/549 (communiqué de presse du 30 oct. 2024). B — ministère de l'Intérieur (D. Monastyrskyi), 16 nov. 2022, via Babel et Novaya Gazeta Europe ; Bureau du Procureur général (A. Kostine), 24 nov. 2022, via Ukraïnska Pravda / Interfax-Ukraine ; Bureau du Procureur général, 1er févr. 2024, via UNN. C — Human Rights Watch, « Ukraine: Russian Torture Center in Kherson », 13 avr. 2023 ; Mobile Justice Team via Reuters (Malay Mail), 2 mars 2023, et via CNN/ICTJ, 2–4 août 2023 ; NPR, 18 nov. 2022 ; Al Jazeera, 9 nov. 2022 (Choïgou/Sourovikine) ; Meduza/Interfax, 11 nov. 2022 (Peskov).

KHERSON
PROJET V0.1 · 26 OCT. 2026 · NON
PUBLIÉ · VERSION EN LIGNE ET
JOURNAL DES CORRECTIONS SUR LE
UKRAINE EVIDENCE HUB



page en ligne · journal
des corrections

KHERSON, NOVEMBER 2022: WHAT THE CITY REVEALED

2 photographs from official sources, as shown on the live page. Each image is credited and openly licensed; videos are linked to the official post (scan the code). No image shows the dead; graphic aftermath is blurred in print. The downloadable pack on the live page holds the full-size files and their SHA-256.

UKRAINE EVIDENCE HUB
VERIFIED RECORD
OCT 2026



The regional administration building in Kherson, 19 Nov 2022 — eight days after Russian forces left the city; the pedestal of the Lenin monument in front

Ministry of Culture and Information Policy of Ukraine · 2022-11-19 · CC BY 4.0

[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Kherson_after_Russian_occupation_\(2022-11-19\)_01.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Kherson_after_Russian_occupation_(2022-11-19)_01.jpg)



Deminers clear ground in liberated Kherson region during a press tour, 16 Nov 2022

Ministry of Internal Affairs of Ukraine · 2022-11-16 · CC BY 4.0

[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Kherson_Oblast_after_Russian_occupation_\(2022-11-16\)_03.webp](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Kherson_Oblast_after_Russian_occupation_(2022-11-16)_03.webp)



Live page and evidence pack (ZIP): ukraine-evidence.org/#cases/hist-kherson-liberation-2022/media. This appendix is not an evidence repository: original material is held by the Office of the Prosecutor General of Ukraine (warcrimes.gov.ua) and the ICC Office of the Prosecutor.